



Qui sont les parties concernées ?



Quelles prestations sont prévues ?

CBC Keyman Benefit Plan de CBC Assurances

ENGAGEMENT INDIVIDUEL DE PENSION POUR DIRIGEANTS D'ENTREPRISE INDEPENDANTS

Le **groupe cible** du CBC Keyman Benefit Plan est constitué des dirigeants d'entreprise indépendants qui bénéficient de rémunérations mensuelles.

La société est le **preneur d'assurance** (la personne morale qui souscrit la convention de pension auprès de l'assureur) tandis que le dirigeant d'entreprise affilié est l'**assuré** (la personne sur la tête de laquelle l'assurance est souscrite).

L'**assureur** est KBC Assurances SA:

Professor Roger Van Overstraetenplein 2, 3000 Leuven, Belgique, TVA BE 0403 552 563, RPM Leuven, entreprise d'assurances agréée pour toutes les branches sous le code 0014 (AR du 4 juillet 1979, MB du 14 juillet 1979).

La garantie principale de votre convention de pension a pour but de constituer une **pension complémentaire** pour l'assuré.

Avec une **garantie principale 'Pension complémentaire'**, il est possible de:

- compléter la réserve jusqu'à/par un **montant fixe** en cas de **décès**;

Vous pouvez également choisir de ne pas constituer de pension complémentaire et de prévoir uniquement le paiement d'un capital en cas de **décès** de l'assuré avant la date d'expiration du contrat (paiement via des primes de risque).

Le **paiement** en cas de vie revient à l'assuré. Le paiement en cas de décès revient au(x) bénéficiaire(s) comme stipulé dans les conditions générales de la convention de pension.

Il est également possible d'inclure des **garanties complémentaires** qui prévoient:

- de compléter la réserve par un capital décès (supplémentaire) en cas de **décès à la suite d'un accident**:
 - garantie décès à la suite d'un accident minimum: 25 000 euros
 - pas possible en combinaison avec un capital décès dégressif;
- le paiement d'une rente si vous tombez en incapacité de travail (temporaire ou permanente) à la suite d'une maladie ou d'un accident (**garantie incapacité de travail**):
 - Cette garantie prévoit le paiement d'une rente à l'assuré qui tombe en incapacité de travail avec perte de revenu professionnel.
 - Un dirigeant d'entreprise peut assurer au maximum 80% du revenu imposable brut moins les autres assurances de revenus.
 - Pendant le délai de carence, il n'y a pas de droit au paiement.
 - Les accidents (sur le chemin) du travail et les accidents dans la vie privée sont couverts.
 - Le degré d'incapacité est déterminé sur une base médicale: pour une incapacité inférieure à 25%, il n'y a pas d'intervention;
 - pour une incapacité comprise entre 25% et 66%, le paiement est proportionnel au degré d'incapacité;
 - pour une incapacité supérieure ou égale à 67%, la rente assurée est intégralement payée.

- L'on peut choisir une rente constante (la prime et la rente restent constantes) ou une rente indexée (la rente et la prime sont indexées avant et après sinistre).
- Selon les montants assurés, une acceptation médicale sera nécessaire.

• la prise en charge de la prime vie/décès par l'assureur en cas d'incapacité de travail à la suite d'une maladie ou d'un accident, de sorte que les garanties assurées soient maintenues (**garantie exonération de prime**).

Vérifiez dans quelles situations concrètes et à quelles conditions le dirigeant d'entreprise indépendant peut prétendre au paiement de ces prestations

Il s'agit d'une assurance pension de la **Branche 21**.

Taux d'intérêt garanti

CBC Assurances garantit sur chaque versement un **taux d'intérêt** à partir de la réception du versement jusqu'à l'âge contractuel de la retraite.

Depuis le 1er janvier 2023, le taux d'intérêt s'élève, pour tous les versements, à 1,50%. Le taux d'intérêt sur les montants que vous avez épargnés avant cette date continuera à s'appliquer jusqu'à l'âge contractuel de la retraite.

Le taux d'intérêt garanti peut toutefois être modifié pour les versements futurs. Pendant la durée du contrat, CBC Assurances fixe le taux d'intérêt applicable en fonction de la situation sur les marchés financiers et/ou d'une modification des dispositions légales. Vous pouvez toujours contacter CBC Assurances pour de plus amples informations à ce sujet.

Participation bénéficiaire

Si la conjoncture économique et les résultats d'exploitation de CBC Assurances le permettent, ce rendement peut être complété chaque année par une **participation bénéficiaire**. La participation bénéficiaire n'est toutefois pas garantie et peut varier chaque année.

La participation bénéficiaire est calculée sur la base de la réserve acquise au 31 décembre de l'année civile précédente. Elle est attribuée aux contrats en vigueur au 31 décembre de cette année civile et acquise le 1er janvier qui suit.

Rendements historiques

Vous trouverez ci-dessous le rendement global (taux d'intérêt + participation bénéficiaire) des trois dernières années:

- 2022¹: versements depuis 01/01/2021: 1,90% / réserves constituées: entre 1,25% et 4,75%
- 2021: versements depuis 01/01/2021: 1,90% / réserves constituées: entre 1,35% et 4,75%
- 2020: versements depuis 01/10/2019: 1,50% / réserves constituées: entre 1,10% et 4,75%

¹ Rendement 2022 communiqué sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale de CBC Assurances.

Investir responsable

La politique d'investissement de CBC Assurances partage et respecte les principes et les objectifs en matière d'investissement responsable. Il en résulte que CBC Assurances suit certaines orientations dans ses décisions d'investissement.

Vous trouverez de plus amples informations à propos des aspects de durabilité de ce produit dans l'annexe à cette fiche d'information.



Ce produit a reçu le 'Towards Sustainability' label pour une période d'un an.

Le label, qui est réévalué chaque année, est une norme de qualité développée par l'association représentant le secteur bancaire belge (Febelfin) sous le contrôle de la Central Labelling Agency of the Belgian SRI Label (CLA). Cette norme définit un certain nombre d'exigences minimales que les produits financiers durables doivent respecter, au niveau tant du produit que du processus d'investissement. De plus amples informations sur le label sont disponibles sur www.towardsustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

L'attribution de ce label au produit ne signifie pas que le produit répond à vos propres objectifs de durabilité ou que le label respecte les exigences des futures réglementations nationales ou européennes. Pour plus d'informations sur le sujet, voir www.fsma.be/fr/finance-durable.



Comment la pension est-elle constituée ?



Ce produit permet-il de financer un bien immobilier ?

Le dirigeant d'entreprise indépendant peut utiliser la présente convention pour le financement d'un bien immobilier.

Une avance sur police, une mise en gage de droits de pension pour garantir un crédit ou l'affectation de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire ne sont autorisées que pour la construction, la transformation, l'acquisition ou la rénovation d'un bien immobilier situé dans l'Espace économique européen (EEE), que vous possédez en pleine propriété et qui génère pour vous des revenus imposables.



Quelles sont les modalités du paiement des contributions ?

La prime est payée par le biais des primes de l'entreprise.

Il est également possible de verser des primes uniques supplémentaires (appelées back-service) en plus de la prime annuelle.

La prime de base minimum est de 250 euros par an (taxes et frais compris).

Les montants assurés pour la pension complémentaire ne peuvent pas être supérieurs à ce qu'autorise la règle fiscale des 80%.

Vous pouvez demander à votre intermédiaire une offre, adaptée à votre situation personnelle, avec le versement maximum que vous pouvez effectuer dans le cadre de cette règle des 80%.



Quand est-ce que le paiement aura lieu ?

L'assurance prend fin au départ à la retraite légale (anticipée) ou en cas de décès de l'assuré avant son départ à la retraite.

Il n'y a pas de frais de sortie en cas de paiement dans le cadre du départ à la retraite légale (anticipée) ou d'un décès.

En cours de contrat, la réserve peut être demandée à partir de la date P (= c'est-à-dire la date à laquelle vous remplissez les conditions pour bénéficier de votre retraite légale (anticipée)). Toute demande de paiement entraîne la résiliation du contrat.

Les réserves ne peuvent pas être rachetées avant la date P.



Est-il possible de transférer les réserves ?

Les réserves constituées dans le cadre de la présente convention peuvent être transférées dans une convention EIP pour dirigeants d'entreprise indépendants auprès d'un autre organisme de pension.

Un transfert entraîne la résiliation du contrat.

Les frais de sortie s'élèvent à 5% de la réserve, et diminuent de 1% par an au cours des cinq dernières années avant l'âge de la retraite prévu contractuellement.



Quelle fiscalité est d'application ?

Avantage fiscal

Les versements **vie/décès** sont des charges professionnelles déductibles pour la société (les montants assurés pour la pension complémentaire ne peuvent pas dépasser la règle fiscale des 80%). L'avantage fiscal est compris entre 20% et 25%, selon la tranche d'imposition dans laquelle la société se situe.

La prime pour la **garantie d'incapacité de travail** est fiscalement déductible dans la mesure où la prime garantit un taux d'intérêt qui couvre au maximum 100 % des revenus, compte tenu de l'intervention judiciaire en cas d'incapacité de travail et de tous les autres intérêts qui ont été assurés.

Taxes

Une taxe sur la prime est due:

- pour la garantie vie/décès et accidents: 4,4%;
- pour les garanties incapacité de travail et exonération de prime: 9,25%.

Régime fiscal en cas de paiement

Lors d'un paiement en cas de **départ à la retraite/décès**, les règles (para)fiscales suivantes s'appliquent:

- une cotisation de solidarité de maximum 2% sur la totalité du paiement;
- une cotisation INAMI de 3,55% sur la totalité du paiement.

Le capital constitué par la participation bénéficiaire est ensuite exonéré d'impôt.

Sur le capital moins la participation bénéficiaire, après déduction de la cotisation de solidarité et de la cotisation INAMI, un taux d'imposition de 16,5% est d'application. Ce taux est réduit à 10% si le paiement est versé à partir de 65 ans ou lorsque vous atteignez une carrière d'au moins 45 ans et si, dans les deux cas, vous êtes effectivement resté actif jusqu'à ce moment.

Les taxes communales s'appliquent toujours au montant après impôt.

La partie de votre pension complémentaire qui a été utilisée pour le financement immobilier de l'habitation unique et propre sera, jusqu'à un certain seuil (85 430,00 euros pour l'exercice d'imposition 2023), imposée comme une rente fictive pendant un certain nombre d'années après le départ à la retraite. Cela signifie qu'un certain pourcentage du capital est imposé pendant 10 ou 13 ans dans le cadre de l'impôt des personnes physiques. Le pourcentage et la durée de l'impôt dépendent de votre âge au moment où vous recevez le capital pension. Si vous décédez pendant la période de 10 ans ou de 13 ans au cours de laquelle vous devez déclarer cette rente fictive, cette obligation prend fin.

Des droits de succession s'appliquent en cas de paiement en cas de décès.

Le paiement pour la garantie **incapacité de travail** est en principe imposé comme revenu de remplacement (en cas d'incapacité temporaire) ou pension (en cas d'incapacité permanente).

Des frais sont prélevés sur les cotisations et les paiements anticipés, mais pas sur les réserves.

Les frais d'entrée s'élèvent au maximum à 5% du montant de chaque versement. L'indemnité de l'intermédiaire est incluse dans les frais d'entrée.

Dans le cas d'un transfert de réserve ou d'un rachat forcé, les frais de sortie s'élèvent à 5% de la réserve et diminuent de 1% par an pendant les cinq dernières années du contrat.

Vous pouvez suivre la situation de votre convention de pension via le site web du gouvernement www.mypension.be. Chaque année, vous recevrez une fiche de pension légale vous précisant la situation au 1er janvier. N'oubliez pas de laisser votre adresse e-mail sur ce site web afin de recevoir un message lorsque votre nouvelle fiche de pension est disponible dans votre boîte MyPension.

Des informations détaillées sur le produit sont disponibles dans les conditions générales. Elles peuvent être obtenues auprès de votre intermédiaire CBC ou sur le site www.cbc.be/entreprendre (terme de recherche 'EIP'). Veuillez à lire attentivement ces informations avant de souscrire un contrat.



Quels sont les coûts ?



Comment s'effectue la communication d'informations ?



Quid des plaintes
relatives au produit ?

Toute plainte sera en premier lieu adressée à votre intermédiaire. À défaut d'accord entre les parties ou si vous avez souscrit votre police par la voie digitale, vous pouvez vous adresser au service Gestion des plaintes CBC, avenue Albert 1^{er} 60, 5000 Namur, tél 081 803 163.

Si aucune solution ne peut être dégagée, vous pouvez vous adresser à l'Ombudsman des assurances, compétent pour l'intégralité du secteur, Square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles, info@ombudsman-insurance.be, www.ombudsman-insurance.be

Vous avez également le droit d'intenter une action en justice.

Cette fiche d'information ne contient qu'un résumé des caractéristiques du produit. Les informations sont valables à la date de la rédaction mais peuvent varier dans le futur. L'éditeur responsable est CBC Assurances.

CBC Assurances est une dénomination commerciale de KBC Assurances SA – Professor Roger Van Overstraetenplein 2 – 3000 Leuven – Belgique TVA BE 0403 552 563 – RPM Leuven.
Entreprise agréée pour toutes les branches sous le code 0014 (A.R. 4 juillet 1979, M.B. 14 juillet 1979) par la Banque Nationale de Belgique (BNB), Boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles, Belgique.
Société du groupe KBC

Ce produit est régi par le droit belge et relève de la juridiction exclusive des tribunaux belges.

Cette fiche d'information " CBC Keyman Benefit Plan" décrit les modalités du produit applicables à la date du 11/04/2023.

L'investissement responsable dans ce produit de la Branche 21

L'assureur investit de manière responsable les primes que vous versez dans ce produit de la Branche 21. Il applique à cette fin une politique de gestion des actifs articulée selon une double approche: une méthode de sélection négative et une méthode de sélection positive.

- La sélection négative signifie que nous n'investissons pas dans certains actifs (dont le tabac, les jeux d'argent et les armes), sélectionnés en fonction des critères définis dans la politique d'exclusion.
- Avec la méthode de sélection positive, à l'inverse, l'assureur veille, par le biais d'investissements dûment sélectionnés, à ce que ce produit de la Branche 21:
 - encourage l'intégration du développement durable dans les décisions d'investissement des émetteurs (entreprises, pouvoirs publics, débiteurs supranationaux et/ou agences gouvernementales), en privilégiant les émetteurs dont le score ESG (environnemental, social et de gouvernance) est le plus élevé;
 - aide à limiter les changements climatiques, en privilégiant les émetteurs à faible intensité carbone, dans le but d'atteindre un objectif d'intensité carbone prédéfini; et
 - soutienne le développement durable, en intégrant des émetteurs qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies.

L'assureur ayant confié la gestion de son portefeuille d'investissements Branche 21 à KBC Asset Management SA. Il applique aux investissements sous-jacents du produit en objet la politique d'exclusion dont KBC Asset Management assortit les fonds qui investissent durablement également. Vous trouverez de plus amples informations sur la politique d'exclusion à l'adresse www.kbc.be/documentation-investissements > Politique d'exclusion pour les fonds d'investissement responsables.

Des précisions sur la méthodologie de sélection positive et sur les objectifs concrets du gestionnaire sont disponibles sous www.kbc.be/documentation > Politique d'investissement des produits d'assurance vie responsables (Branche 21).

Bien qu'il promeuve des caractéristiques environnementales et sociales, ce produit n'a pas pour objet d'investir d'une façon durable (article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers – Sustainable Finance Disclosure Regulation, ou SFDR). Vous trouverez de plus amples informations sur ces caractéristiques environnementales et sociales dans l'annexe consacrée à la publication des informations précontractuelles pour les produits financiers visées à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2a du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088.

Le label Towards Sustainability, norme de qualité décernée sous la supervision de la Central Labelling Agency of the Belgian SRI Label, a été obtenu pour ce produit.

Risques en matière de développement durable

Qu'entend-on par risques en matière de développement durable?

Par risques en matière de développement durable, l'assureur entend le risque que le rendement des investissements, et donc le rendement des produits, puisse être affecté négativement par des aléas de nature environnementale, sociale ou de gouvernance.

- Le risque environnemental est le risque que le rendement des investissements soit affecté par des circonstances ou des événements environnementaux, y compris ceux qui découlent des changements climatiques ou d'autres dégradations de l'environnement.
- Le risque social est le risque que des facteurs sociaux pèsent sur le rendement des investissements.
- Le risque de gouvernance est le risque que le rendement des investissements subisse les effets négatifs de circonstances ou d'événements découlant d'une gouvernance d'entreprise inadéquate.

La nature de ces risques varie selon l'horizon temporel:

- À court terme, le risque en matière de développement durable dépend généralement d'un événement précis et n'influence souvent le rendement qu'au moment où cet événement se produit. Parmi les événements de ce type figurent notamment des incidents (débouchant sur des actions en justice visant par exemple à compenser des dommages environnementaux), des procès et amendes (en cas de non-respect de la législation sociale, par exemple) et des scandales (une entreprise n'a pas respecté les droits humains au sein de sa chaîne de production, a commercialisé des produits non conformes aux normes ESG annoncées, etc.). Ce type de risque est jugé d'autant plus important que l'émetteur se montre moins strict sur le plan des normes ESG.
- À long terme, le risque en matière de développement durable est le risque susceptible de se prolonger, comme le risque que des activités soient affectées par les changements climatiques (par exemple, certains segments de l'industrie automobile), par l'évolution des préférences de la clientèle (préférence pour des produits plus durables...), par les difficultés de recrutement, ou par l'augmentation des coûts (sinistres dus à l'évolution des conditions météorologiques, par exemple).

Comment les risques en matière de développement durable sont-ils pris en compte dans les décisions d'investissement de KBC Assurances?

Pour tenir compte des risques en matière de développement durable dans ses décisions d'investissement relatives à ce produit Branche 21, l'assureur applique strictement la politique d'exclusion. De plus amples informations sur la politique d'exclusion intégralement applicable aux investissements de ce produit Branche 21 sont disponibles à l'adresse www.kbc.be/documentation-investissements > Politique d'exclusion pour les fonds d'investissement responsables.

Sauf mention contraire dans les documents précontractuels et compte tenu de la politique d'exclusion susmentionnée, KBC Assurances juge faibles les retombées probables sur le long terme des risques en matière de développement durable sur le rendement des produits financiers qu'elle commercialise.

Pour en apprendre plus sur la manière dont le développement durable est pris en compte dans le processus de conseil, consultez www.kbc.be (clé de recherche: approche du conseil en investissement et transparence sur les risques en matière de développement durable).

Taxonomie

À la date du présent document, l'assureur ne cherche pas spécifiquement à investir dans des activités économiques respectueuses de l'environnement au sens de la taxonomie de l'Union européenne. Le pourcentage investi à tout moment dans des activités durables sur le plan environnemental au sens du règlement dit 'taxonomie' s'élève à 0%. Les investissements sous-jacents ne tiennent pas compte des critères de l'UE en matière d'activités économiques respectueuses de l'environnement. Ce point fera l'objet d'un suivi régulier. Les informations sur le produit seront mises à jour dès que des émetteurs ou des sociétés émettrices auront fourni suffisamment de données fiables, opportunes et vérifiables, et que des normes techniques définitives contenant des directives plus détaillées sur le règlement (UE) 2019/2088 ('SFDR'), ainsi que sur la manière dont les informations relatives à la taxonomie doivent être rendues publiques, auront été publiées.

Transparence sur les incidences négatives

Pour évaluer les principales incidences négatives que ses décisions d'investissement ont sur les facteurs de développement durable, l'assureur tient compte des indicateurs des 'principales incidences négatives' décrits dans le règlement (UE) 2019/2088. Les principales incidences négatives sur les facteurs de développement durable sont explicitement prises en considération par le truchement de la politique d'exclusion précitée.

De plus amples informations sur les indicateurs des principales incidences négatives pris en compte sont disponibles sur le site Internet www.kbc.be/documentation > Déclaration sur les principales incidences négatives en matière de durabilité.

Les principales incidences négatives en matière de développement durable sont en outre implicitement prises en compte par la politique de vote par procuration et d'engagement de KBC Asset Management, SA chargée de

la gestion des investissements de ce produit Branche 21. Des précisions à ce sujet sont publiées à l'adresse www.kbc.be/documentation-investissements > Rétrospective Proxy Voting - aperçu > Politique de vote par procuration et d'engagement.

La manière dont ce produit tient compte des principales incidences négatives sur les facteurs de développement durable est exposée dans les informations précontractuelles pour les produits financiers visées à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2a du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa du règlement (UE) 2020/852 et annexées à la présente fiche produit.

Une déclaration sur la manière dont le fonds tient compte des principales incidences négatives sur les facteurs de développement durable figure également dans le document d'information périodique SFDR.

| | |
|---|---|
|  | <p>Ce produit a reçu le 'Towards Sustainability' label pour une période d'un an.</p> <p>Le label, qui est réévalué chaque année, est une norme de qualité développée par l'association représentant le secteur bancaire belge (Febelfin) sous le contrôle de la Central Labelling Agency of the Belgian SRI Label (CLA). Cette norme définit un certain nombre d'exigences minimales que les produits financiers durables doivent respecter, au niveau tant du produit que du processus d'investissement. De plus amples informations sur le label sont disponibles sur www.towardssustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.</p> <p>L'attribution de ce label au produit ne signifie pas que le produit répond à vos propres objectifs de durabilité ou que le label respecte les exigences des futures réglementations nationales ou européennes. Pour plus d'informations sur le sujet, voir www.fsma.be/fr/finance-durable.</p> |
|---|---|

| | | |
|--|--------------------------------------|---|
| <i>KBC-Life Pension Plan – VSPSS (Social) Voluntary Supplementary Pension Scheme for the Self-employed</i> | <i>KBC-Life Pension Plan – NIHDI</i> | <i>KBC-Life Pension Plan – SPPA (Pension Agreement for the Self-employed)</i> |
| <i>KBC-Keyman Benefit Plan IPS (Individual Pension Scheme)</i> | <i>KBC-Hospitalisation plan</i> | <i>KBC Home & Pension Plan</i> |
| <i>KBC Home & Long-Term Plan</i> | <i>KBC Life Save Plan</i> | |

Sustainable investment means an investment in an economic activity that contributes to an environmental or social objective, provided that the investment does not significantly harm any environmental or social objective and that the investee companies follow good governance practices.

Pre-contractual disclosure for the financial products referred to in Article 8, paragraphs 1, 2 and 2a, of Regulation (EU) 2019/2088 and Article 6, first paragraph, of Regulation (EU) 2020/852

Product name:

- KBC-Life Pension Plan – VSPSS/Social VSPSS
- KBC-Life Pension Plan – SPPA
- KBC-Life Pension Plan – NIHDI
- KBC-Keyman Benefit Plan
- KBC Home & Pension Plan
- KBC Life Save Plan
- KBC Hospitalisation plan
- KBC Home & Long-Term Plan

Legal entity identifier (LEI): 213800G63T4ER4MSVR22

Environmental and/or social characteristics (E/S characteristics)

The EU Taxonomy is a classification system laid down in Regulation (EU) 2020/852, establishing a list of **environmentally sustainable economic activities**. The Regulation does not contain a list of socially sustainable economic activities. Sustainable investments with an environmental objective may or may not be aligned with the Taxonomy.

Does this financial product have a sustainable investment objective?

Yes **No**

| | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> It will make a minimum of sustainable investments with an environmental objective: ___% <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> in economic activities that qualify as environmentally sustainable under the EU Taxonomy <input type="checkbox"/> in economic activities that do not qualify as environmentally sustainable under the EU Taxonomy <input type="checkbox"/> It will make a minimum of sustainable investments with a social objective: ___% | <input checked="" type="checkbox"/> It promotes environmental and/or social (E/S) characteristics and while it does not have as its objective a sustainable investment, it will have a minimum proportion of 45% of sustainable investments <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> with an environmental objective in economic activities that qualify as environmentally sustainable under the EU Taxonomy <input checked="" type="checkbox"/> with an environmental objective in economic activities that do not qualify as environmentally sustainable under the EU Taxonomy <input checked="" type="checkbox"/> with a social objective <input type="checkbox"/> It promotes (E/S) characteristics, but will not make any sustainable investments . |
|---|---|



What environmental and/or social characteristics are promoted by this financial product?

Sustainability indicators

measure how the environmental or social characteristics promoted by the financial product are attained.

This financial product promotes a combination of environmental and social characteristics and, although it does not have a sustainable investment objective, aims to invest a minimum proportion of 45% of the assets in economic activities that contribute to attaining environmental or social targets ('sustainable investment').

The financial product does not specifically seek to invest in environmentally sustainable economic activities within the meaning of the EU Taxonomy framework. The percentage of the financial product's assets that are invested at all times in environmentally sustainable activities within the meaning of the EU Taxonomy is 0%. The underlying investments of this financial product do not take into account the EU risk criteria for environmentally sustainable economic activities.

This financial product:

- promotes the integration of sustainability into the policy decisions of issuers (companies, governments, supranational debtors and/or agencies linked to governments) by preferring issuers with a better ESG (risk) rating;
- promotes climate change mitigation by preferring issuers with lower carbon intensity, with the aim of achieving a predetermined carbon intensity target;
- supports sustainable development by including issuers that contribute towards achieving the UN Sustainable Development Goals.

More information on the financial product's objectives can be found at www.kbc.be/documentation > Investment policy for responsible life insurance products (Class 21).

This responsible investment policy is applied to investments managed by KBC Asset Management, within the branch 21 investment portfolio of KBC Insurance. This portion of the portfolio is hereinafter referred to as 'responsible investment portfolio' and is managed by KBC Asset Management under a discretionary mandate. The investment policy of KBC Insurance is applied to the portfolio. The main principles of this investment policy are governed by the decision-making process for responsible investment as established by KBC Asset Management. The applicable negative and positive selection criteria and relevant objectives are determined by KBC Insurance. As part of its responsible investment policy, KBC Insurance has decided to apply KBC Asset Management SA's responsible fund exclusion policy in full to its responsible investment portfolio. This policy is available at www.kbc.be/investment-legal-documents > Exclusion policies for responsible investment funds.

No reference benchmark has been designated for the purpose of attaining the environmental or social characteristics promoted by this financial product. For investments in instruments issued by governments, supranational debtors and/or government-linked agencies, the described reference portfolio of global government bonds is used as a basis for comparison to compare certain ESG characteristics promoted by the financial product.

- ***What sustainability indicators are used to measure the attainment of each of the environmental or social characteristics promoted by this financial product?***

(1) Indicators related to the ESG (risk) rating

The contribution to the integration of sustainability into issuers' policy decisions is measured based on an ESG (risk) rating. This rating represents the aggregated performance assessment of a given entity with respect to general environmental, social and governance themes. The main factors underlying the ESG criteria are:

a) For instruments issued by companies:

- respect for the environment (e.g., reduction in greenhouse gas emissions);
- attention to society (e.g., employee working conditions); and
- corporate governance (e.g., independence and diversity of the board of directors).

b) For instruments issued by national governments, supranational debtors and/or agencies linked to governments, this is based on the following five pillars, each of which is given equal weighting:

- General economic performance and stability (e.g., quality of institutions and government);
- Socio-economic development and health of the population (e.g., education and employment);
- Equality, freedom and rights of all citizens;
- Environmental policy (e.g., climate change);
- Security, peace and international relations.

These lists of factors underpinning the ESG criteria are not exhaustive and may be changed under the supervision of the Responsible Investing Advisory Board, an advisory body of independent experts.

To achieve this objective, the responsible investment portfolio's ESG ratings for companies and countries are compared with a reference portfolio as described at www.kbc.be/documentation > Investment policy for responsible life insurance products (Class 21).

The objectives can be revised upwards or downwards.

(2) Indicators related to the carbon intensity

The objective to promote climate change mitigation by preferring issuers with lower carbon intensity in order to reach a predetermined carbon intensity objective, applies to at least 90% of the 'responsible investment portfolio'.

The degree of contribution of issuers to climate change mitigation is measured based on their carbon intensity. For companies, carbon intensity is defined as absolute greenhouse gas emissions (in tonnes of CO₂ equivalent) divided by revenues (in millions of USD).

More information on the carbon intensity and the specific objectives of the product can be found at www.kbc.be/documentation > Investment policy for responsible life insurance products (Class 21).

The objectives can be revised upwards or downwards.

(3) Indicators related to the UN Sustainable Development Goals

To support sustainable development, KBC Insurance undertakes to invest a minimum portion of the responsible investment portfolio in issuers that contribute to the achievement of the UN Sustainable Development Goals. The UN Sustainable Development Goals include both social and environmental objectives. More information on the specific objectives of the product can be found at www.kbc.be/documentation > Investment policy for responsible life insurance products (Class 21).

Companies that contribute to at least one of the first 15 UN Sustainable Development Goals, and that at the same time do not conflict with any of these goals, are considered to contribute to the UN Sustainable Development Goals.

In addition, the Responsible Investing Advisory Board may label companies' instruments as 'sustainable development'.

Governments are assessed against the five pillars described in the ESG rating, which contain indicators that are linked to the 17 UN Sustainable Development Goals. If a government scores high enough on one of these pillars and does not score significantly poorly on the other pillars, bonds of that government and its sub-governments and agencies are considered instruments that contribute to the UN Sustainable Development Goals. Supranational government bonds are considered to contribute to the UN Sustainable Development Goals if either of the following criteria is met:

- At least half of its members contribute to the UN Sustainable Development Goals (weighted by voting power/fully paid-up capital/percentage of population (in order of availability))
- The supranational institution's mission statement has a sustainable objective, and less than half of its members belong to the worst-scoring half in our screening on controversial regimes.

The objectives can be revised upwards or downwards. More information on the sustainable development goals and the specific objectives of the product can be found at www.kbc.be/documentation > Investment policy for responsible life insurance products (Class 21).

- ***What are the objectives of the sustainable investments that the financial product partially intends to make and how does the sustainable investment contribute to such objectives?***

UN Sustainable Development Goals

KBC Insurance undertakes, as part of its efforts to support sustainable development, to invest a minimum portion of the responsible investment portfolio in issuers that contribute to the achievement of the UN Sustainable Development Goals. More information about the specific objectives of the financial product can be found under section 'What environmental and/or social characteristics are promoted by this financial product?'

Instruments of companies that contribute to at least one of the first 15 UN Sustainable Development Goals, and that at the same time do not conflict with any of these goals, are considered 'sustainable investments'.

Principal adverse impacts are the most significant negative impacts of investment decisions on sustainability factors relating to environmental, social and employee matters, respect for human rights, and anti-corruption and anti-bribery matters.

Instruments of governments, supranational debtors and/or government-linked agencies that contribute to the UN's Sustainable Development Goals in accordance with what is explained in the section "What sustainability indicators are used to measure the attainment of each of the environmental or social characteristics promoted by this financial product?" of this appendix also qualify as "sustainable investments."

In addition, the Responsible Investing Advisory Board may label the instruments as 'sustainable development'.

More information on this subject and on the financial product's specific objectives can be found at www.kbc.be/documentation > Investment policy for responsible life insurance products (Class 21).

How do the sustainable investments that the financial product partially intends to make, not cause significant harm to any environmental or social sustainable investment objective?

In order to be considered a sustainable investment, the issuers must pass the negative screening test and not score significantly negatively on the positive selection methodology. The financial product takes into account all indicators for the principal adverse impacts of the investment decisions on sustainability factors as listed in Table 1 of Annex 1 of the Delegated Regulation (EU) 2022/1288 and the relevant indicators for the principal adverse impacts of the investment decisions on sustainability factors in Tables 2 and 3 of Annex 1 of the Delegated Regulation (EU) 2022/1288 through the negative screening.

Negative screening

Negative screening means that issuers that violate the exclusion policies are excluded from the financial product's responsible investment universe in advance. The exclusion policies can be found at www.kbc.be/investment-legal-documents > Exclusion policies for responsible investment funds.

A grandfathering period is provided for existing investments: shares are granted a short transitional period, whereas bonds are granted grandfathering until maturity. Nevertheless, most of the remaining grandfathered bonds have a short maturity profile. Negative screening also ensures that any issuers that seriously violate basic environmental, social or governance principles are excluded from the financial product's responsible investment universe. The negative screening principles are not exhaustive and may be changed under the supervision of the Responsible Investing Advisory Board.

— *How have the indicators for adverse impacts on sustainability factors been taken into account?*

Through the exclusion policy for responsible life insurance products (Class 21), and in particular through the normative screening and ESG risk assessment, all indicators for the principal adverse impacts of the investment decisions on sustainability factors as listed in Table 1 of Annex 1 of the Delegated Regulation (EU) 2022/1288 as well as the relevant indicators for the principal adverse impacts of the investment decisions on sustainability factors in Tables 2 and 3 of Annex 1 of the Delegated Regulation (EU) 2022/1288, are taken into account for instruments issued by companies.

For investments in instruments issued by countries, all indicators for the main adverse effects of investment decisions on sustainability factors as listed in Table 1 of Annex 1 of Delegated Regulation 2022/1288 as well as the relevant indicators for the main adverse effects of investment decisions on sustainability factors listed in Tables 2 and 3 of Annex 1 of Delegated Regulation 2022/1288 are taken into account by excluding countries that are among the worst 10% according to the ESG score model and by excluding countries with "controversial regimes" or countries that do not comply with sustainability principles.

On top of the normative screening and the ESG risk assessment and the exclusions in the exclusion policy, the following indicators for adverse impacts on sustainability factors are also taken into account as follows for all investments of this financial product:

- **Indicator 10:** Violations of the Principles of the United Nations Global Compact (UNGC) and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) Guidelines for Multinational Enterprises are taken into account as the financial product does not invest in companies that seriously violate the UNGC principles or OECD guidelines.
- **Indicator 16:** Investee countries subject to social rights violations are taken into account as the financial product does not invest in (i) non-sustainable countries, and (ii) countries exposed to controversial regimes. Further information can be found at www.kbc.be/investment-legal-documents > Exclusion policies for responsible investment funds.
- **Indicator 14:** exposure to controversial weapons (anti-personnel mines, cluster munitions, chemical weapons and biological weapons) is taken into account by not investing in companies that are active in the field of controversial weapons.

- **Indicator 4:** exposure to companies that are active in the fossil fuel sector is taken into account as the financial product does not invest in companies that are active in the fossil fuel sector.

In addition, the principal adverse impacts on sustainability factors are implicitly taken into account through the proxy voting and engagement policy of KBC Asset Management NV. As part of its commitment to responsible investment, KBC Asset Management NV exercises the voting rights associated with the shares it manages based on the discretionary mandate in accordance with the Proxy Voting and Engagement Policy. Where appropriate, KBC Asset Management NV will engage with the management of the companies involved, where necessary before it casts its vote.

A full list of the indicators of adverse effects on sustainability factors that the financial product can take into account is in Annex 1 of Delegated Regulation (EU) 2022/1288.

How are the sustainable investments aligned with the OECD Guidelines for Multinational Enterprises and the UN Guiding Principles on Business and Human Rights? Details:

Companies seriously violating the basic good practices with regard to environmental, social policy and good governance issues, as assessed on the basis of the Principles of the UN Global Compact, are excluded from the financial product. The UN Global Compact has formulated ten guiding sustainability principles regarding human rights, labour, the environment and anti-corruption that are part of our internal screening. In addition, we assess the companies' involvement in violations of the conventions of the International Labour Organization (ILO), the OECD Guidelines for Multinational Enterprises and the UN Guiding Principles on Business and Human Rights.

For this financial product, KBC Insurance undertakes to respect the letter and the spirit of the United Nations Universal Declaration of Human Rights; the principles concerning fundamental rights in the eight International Labour Organisation core conventions as set out in the Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work; the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples; the UK Modern Slavery Act and other international and regional human rights treaties containing internationally recognised standards by which the business sector must abide.

We assess all companies on KBC Group's 'Human Rights List' as well as all companies meeting the following criteria:

- a high or severe controversy score related to Human Rights, for subindustries for which Human Rights are considered a high or severe risk.
- a severe controversy score related to Human Rights, for all other subindustries.

Based on the outcome of this assessment, appropriate measures are taken ranging from engagement with the companies in question to selling positions.

More information on the Policy of Human Rights can be found at www.kbc.com > Corporate Sustainability > Setting rules and policies.

The EU Taxonomy sets out a 'do no significant harm' principle by which Taxonomy-aligned investments should not significantly harm EU Taxonomy objectives and that is accompanied by specific EU criteria

The 'do no significant harm' principle applies only to those investments underlying the financial product that take into account the EU criteria for environmentally sustainable economic activities. The investments underlying the remaining portion of this financial product do not take into account the EU criteria for environmentally sustainable economic activities.

Any other sustainable investments must also not significantly harm any environmental or social objectives.



Does this financial product take into account the principal adverse impacts on sustainability factors?

- ✘ Yes The principal adverse impacts on sustainability factors are explicitly taken into account in the responsible investment portfolio through the exclusion policy applied. In addition, the principal adverse impacts on sustainability factors are implicitly taken into account through the proxy voting and engagement policy of KBC Asset Management NV.

More information regarding the principal adverse impacts on sustainability factors can be found in the 'How have the indicators for adverse impacts on sustainability factors been taken into account?' section of this annex.

Information on the principal adverse impacts on sustainability factors can also be found in the financial statements and accompanying annexes, to be published after 1 January 2024.

No



What investment strategy does this financial product follow?

More information on the financial product's general investment policy can be found at www.kbc.be/investment-legal-documents > Investment policy for responsible life insurance products (Class 21).

The investment strategy

guides investment decisions based on factors such as investment objectives and risk tolerance.

- ***What are the binding elements of the investment strategy used to select the investments to attain each of the environmental or social characteristics promoted by this financial product?***

The negative screening and positive selection methodology are the binding elements in the selection of investments to attain each of the environmental or social characteristics promoted by the financial product.

More information on negative screening can be found in the section 'How do the sustainable investments that the financial product partially intends to make, not cause significant harm to any environmental or social sustainable investment objective?'

More information on the positive selection methodology and the financial product's specific objectives regarding ESG risk rating, carbon intensity and the UN Sustainable Development Goals can be found at www.kbc.be/documentation > Investment policy for responsible life insurance products (Class 21).

- ***What is the committed minimum rate to reduce the scope of the investments considered prior to the application of that investment strategy?***

There is no committed minimum rate to reduce the scope of the investments considered prior to the application of the above-mentioned investment strategy.

- ***What is the policy to assess good governance practices of the investee companies?***

The four principles regarding good governance practices, i.e. i) sound management structures, ii) employee relations, iii) remuneration of staff and iv) tax compliance, are taken into account in the negative screening, whereby the financial product excludes issuers that violate the exclusion policy. In addition to excluding issuers involved in certain activities, this screening also ensures that issuers who seriously violate fundamental principles of environmental protection, social responsibility and good governance are excluded through the assessment of controversies and by evaluating companies based in countries that encourage unfair tax practices. An ESG risk rating is assigned to corporate issuers. The indicators used in this assessment vary depending on the company's sub-sector, but good governance is always taken into account.

Good governance

practices include sound management structures, employee relations, remuneration of staff and tax compliance.

Companies with an ESG risk rating of more than 40, based on data of data provider Sustainalytics, are excluded. The same is true for companies that are strongly misaligned with one of the first 15 UN Sustainable Development Goals (a score of -10 based on the MSCI SDG Net Alignment Score).. Ad hoc exclusions or deviations can be applied to certain companies on the recommendation of the Responsible Investing Advisory Board. More information on the negative screening can be found in the ‘How do the sustainable investments that the financial product partially intends to make, not cause significant harm to any environmental or social sustainable investment objective?’ section.



What is the asset allocation planned for this financial product?

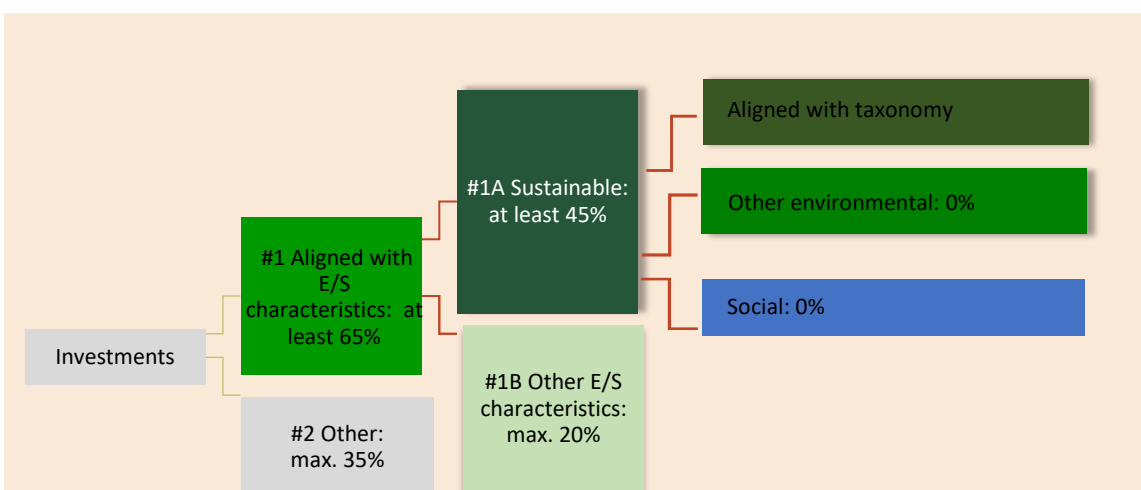
Asset allocation describes the share of investments in specific assets.

Taxonomy-aligned activities are expressed as a share of:

- **turnover** reflecting the share of revenue from green activities of investee companies;
- capital expenditure (CapEx) showing the green investments made by investee companies, e.g., for a transition to a green economy;
- **operational expenditure (OpEx)** reflecting green operational activities of investee companies.

The financial product may invest in securities, money market instruments, units in collective investment undertakings, deposits, financial derivatives, liquid assets and all other instruments insofar as and to the extent permitted by the applicable laws and regulations and consistent with the object specified in the document that can be found at www.kbc.be/documentation > Investment policy for responsible life insurance products (Class 21).

Within these categories of eligible assets, the financial product aims to invest at least 65% of the total investment portfolio in assets that promote environmental or social characteristics. In addition, the financial product invests in technical items, such as cash and derivatives, and assets in which the financial product invests temporarily following a planned update of the eligible universe, which determines the assets that promote environmental and/or social characteristics, for which there are no environmental or social guarantees.



#1 Aligned with E/S characteristics entails the financial product’s investments used to meet the environmental or social characteristics promoted by the financial product.

#2 Other entails the financial product’s other investments which are not aligned with the environmental or social characteristics and are not considered sustainable investments.

Category **#1 Aligned with E/S characteristics** entails:

- Subcategory **#1A Sustainable** entails sustainable investments with environmental or social objectives.
- Subcategory **#1B Other E/S characteristics** entails investments that are aligned with the environmental or social characteristics which do not qualify as sustainable investments.

In addition, the financial product undertakes to invest at least 45% of its assets in 'sustainable investments', in accordance with Article 2(17) of the SFDR. In this regard, no distinction is made between environmentally sustainable investments and socially sustainable investments.

● ***How does the use of derivatives ensure the environmental or social characteristics promoted are attained by the financial product?***

Investments in derivatives are not used to attain environmental or social characteristics that are promoted by the financial product and also will not affect them.



To what minimum extent are sustainable investments with an environmental objective aligned with the EU Taxonomy?

The financial product does not specifically seek to invest in environmentally sustainable economic activities within the meaning of the EU Taxonomy.

The percentage of government bonds in the portfolio as described in the diagram under 'Does the financial product invest in activities in the fossil gas and/or nuclear energy sectors that comply with the EU Taxonomy?' varies during the financial product's maturity and no minimum threshold has been set. As a result, the presentation of the portfolio composition under '1. Alignment with Taxonomy of investments including government bonds' does not differ from the presentation of the portfolio composition under '2. Alignment with Taxonomy of investments excluding government bonds'. The percentage of the financial product's assets that are invested at all times in environmentally sustainable activities within the meaning of the EU Taxonomy is 0%. Whether or not investments are made in government bonds makes no difference for this percentage.

● **Does the financial product invest in activities in the fossil gas and/or nuclear energy sectors that comply with the EU Taxonomy¹?**

Yes: In fossil gas In nuclear energy

No

To comply with the EU Taxonomy, the criteria for **fossil gas** include limitations on emissions and switching to renewable power or low-carbon fuels by the end of 2035. The criteria for **nuclear energy** include comprehensive safety and waste management rules.

Enabling activities directly enable other activities to make a substantial contribution to an environmental objective.

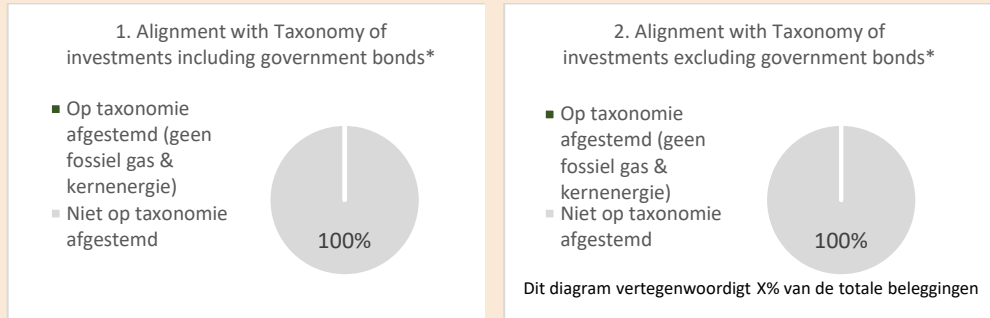
Transitional activities are activities for which low-carbon alternatives are not yet available and, among others, have greenhouse gas emission levels corresponding to the best performance.

¹ Activities in the fossil gas and/or nuclear energy sectors will only comply with the EU Taxonomy if they contribute to climate change mitigation and provided that they do not significantly harm EU Taxonomy objectives – see the note in the left margin. The comprehensive criteria for economic activities in the fossil gas and nuclear energy sectors that comply with the EU Taxonomy are set out in the Commission Delegated Regulation (EU) 2022/1214.



are sustainable investments with an environmental objective **that do not take into account the criteria for environmentally sustainable economic activities under the EU Taxonomy**

The minimum percentage of EU Taxonomy-aligned investments is shown in green in the two diagrams below. There is no suitable method for determining the extent to which government bonds* are aligned with the EU Taxonomy. The first diagram therefore shows the degree of alignment for all of the financial product's investments including government bonds, whereas the second diagram only shows the degree of alignment for the financial product's investments in products other than government bonds.



* In these diagrams, 'government bonds' includes all government exposures.

● **What is the minimum share of investments in transitional and enabling activities?**

Not applicable.



What is the minimum share of sustainable investments with an environmental objective that are not aligned with the EU Taxonomy?

The insurer undertakes to invest at least 45% in sustainable investments as defined in Article 2(17) of the SFDR. In this regard, no distinction is made between environmentally sustainable investments and socially sustainable investments. The financial product does not undertake to invest a minimum share thereof in instruments with an environmental objective that are not aligned with the EU Taxonomy. Therefore, the minimum share of sustainable investments with an environmental objective that are not aligned with the EU Taxonomy is 0%.

The insurer relies on the availability of sustainability data relating to the companies in which it invests. Although the EU is currently preparing a Directive that would require companies to publish sustainability information (the Corporate Sustainability Reporting Directive), this legislation is still a work in progress. Consequently, there is a lack of available sustainability data at the moment.



What is the minimum share of socially sustainable investments?

The minimum share of sustainable investments with a social objective is 0%.



What investments are included under ‘#2 Other’? What is their purpose and are there any minimum environmental or social safeguards?

There are technical items, such as cash and derivatives, as well as unlisted items such as term investments, direct loans or real estate, that are not part of the screening methodology. The financial product may hold these types of assets or invest in them to achieve its investment objectives, to diversify the portfolio, for liquidity management purposes and to hedge risks. For investments included under ‘#2 Other’, there are no environmental or social safeguards.



Is a specific index designated as a reference benchmark to determine whether this financial product is aligned with the environmental and/or social characteristics that it promotes?

No reference benchmark has been designated for the purpose of attaining the environmental or social characteristics promoted by this financial product.

- ***How is the reference benchmark continuously aligned with each of the environmental or social characteristics promoted by the financial product?***

Not applicable

- ***How is the alignment of the investment strategy with the methodology of the index ensured on a continuous basis?***

Not applicable

- ***How does the designated index differ from a relevant broad market index?***

Not applicable

- ***Where can the methodology used for the calculation of the designated index be found?***

Not applicable

Reference benchmarks are indexes used to measure whether the financial product attains the environmental or social characteristics that it promotes.



Where can I find more specific information on this product online?

You can find more product specific information at:

- Life Pension Plan – VSPSS/Social VSPSS: [VSPSS – Voluntary Supplementary Pension Scheme for the Self-Employed – KBC Bank & Insurance](#)
- Life Pension Plan – POZ: [POZ \(Pension Agreement for the Self-Employed\) – KBC Bank & Insurance](#)
- Life Pension Plan – NIHDI: [Pension with National Institute for Health and Disability Insurance allowance – KBC Bank & Insurance](#)
- Keyman Benefit Plan: [IPS – Individual Pension Scheme – KBC Bank & Insurance](#)
- Home & Pension Plan: www.kbc.be/KID-FIF
- Home & Long-Term Plan: www.kbc.be/KID-FIF
- Life Save Plan: www.kbc.be/KID-FIF
- Hospitalisation plan: www.kbc.be/KID-FIF